

CONSEIL D'ETAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.

A R R E T

n° 234.404 du 15 avril 2016

A. 214.335/Vbis-155

En cause : **XXXX**,
ayant élu domicile chez
Me Jean-Luc RANSY, avocat,
rue Lamberts 36
4840 Welkenraedt,

contre :

la Communauté germanophone,
représentée par son Gouvernement,
ayant élu domicile chez
Me Edgard DUYSER, avocat,
Vervierser Strasse 10
4700 Eupen.

LE PRESIDENT DE LA CHAMBRE Vbis,

Vu la requête introduite le 26 novembre 2014 par XXXX qui demande l'annulation de l'arrêté ministériel du 26 septembre 2014 donnant la classification "1 étoile" à l'hôtel [...];

Vu les mémoires en réponse et en réplique régulièrement échangés;

Vu le rapport de M. WIMMER, premier auditeur au Conseil d'Etat, établi sur la base de l'article 12 du règlement général de procédure;

Vu la notification du rapport aux parties et les derniers mémoires;

Vu l'ordonnance du 22 décembre 2015 qui ordonne l'examen de l'affaire par une chambre composée d'un conseiller unique;

Vu l'ordonnance du 22 décembre 2015, notifiée aux parties, fixant l'affaire à l'audience du 1^{er} février 2016 à 10 heures;

Entendu, en son rapport, M. HANOTIAU, président de chambre;

Entendu, en leurs observations, Me Gabriele WEISGERBER, loco Me J.-L.RANSY, avocat, comparaissant pour la partie requérante, et Me Edgar DUYSER, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. WIMMER, premier auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les éléments de la cause sont les suivants :

1. La réglementation applicable

1.1. Le décret de la Communauté germanophone du 9 mai 1994 sur les établissements d'hébergement et les établissements hôteliers dispose comme suit :

" Article 1. Le présent décret est applicable aux établissements d'hébergement et aux établissements hôteliers.

[...]

CHAPITRE III. - Dispositions particulières relatives aux établissements hôteliers.

Art. 19. Nul ne peut exploiter un établissement hôtelier sans autorisation préalable, appelée autorisation hôtelière.

[...]

Art. 23. Tout établissement hôtelier qui reçoit une autorisation hôtelière est classé dans une des cinq catégories selon les conditions fixées par le Gouvernement. A chacune des catégories correspond un nombre d'étoiles déterminé.

Tout établissement hôtelier doit au moins répondre aux conditions prévues pour la catégorie la moins élevée.

[...]

Art. 25. L'autorisation hôtelière peut être suspendue ou retirée :

1° lorsque les conditions auxquelles son octroi a été subordonné ne sont plus remplies;

2° lorsque le titulaire de l'autorisation hôtelière ne remplit pas les obligations auxquelles il est assujéti par le Gouvernement;

[...]

Art. 26. La suspension d'une autorisation hôtelière doit être limitée dans le temps et doit donner au titulaire du permis l'occasion de régulariser la situation. Sinon, le retrait est prononcé au terme du délai imparti.

Art. 27. [...]

Lorsqu'un établissement hôtelier est classé dans une catégorie inférieure, le titulaire de l'autorisation hôtelière doit renvoyer dans les dix jours au Ministère l'écusson qu'il détenait jusqu'alors.

[...]

Art. 29. Le Gouvernement détermine la procédure relative à l'octroi, au refus, à la suspension ou au retrait de l'autorisation hôtelière.

L'autorisation hôtelière a une durée indéterminée, sans préjudice de sa suspension ou de son retrait;

Art. 30. Le Gouvernement arrête les dispositions relatives :

1° à l'écusson qui est délivré au titulaire d'une autorisation hôtelière ainsi qu'à la procédure d'octroi, de refus et de retrait de cet écusson;

2° aux normes et à la procédure de classification des établissements hôteliers;

[...]

CHAPITRE V. - Dispositions relatives à la surveillance et aux sanctions.

Art. 32.

§ 1. Les agents désignés à cette fin par le Gouvernement surveillent l'application de ce décret. Par "agent" au sens du présent décret, on entend les fonctionnaires et les agents contractuels du Ministère de la Communauté germanophone.

Dans l'exercice de leur mission, ces agents peuvent procéder à toutes les inspections, tous les contrôles et toutes les recherches qu'ils estiment nécessaires et en particulier :

a) interroger toutes les personnes sur des faits dont la connaissance est utile pour l'exercice des contrôles;

b) se faire remettre sans déplacement tous les documents prescrits par ce décret et ses arrêtés d'exécution et en faire établir des copies ou des extraits.

Les visites menées dans le cadre des inspections dont il est question au 2° alinéa n'ont lieu que le jour et ne peuvent porter sur les chambres occupées par les hôtes.

§ 2. Les manquements graves ainsi que la mise en demeure d'y remédier dans un délai raisonnable sont consignés dans un rapport par un agent habilité du Ministère de la Communauté germanophone; le délai est fixé au cas par cas par l'agent et également mentionné dans le rapport.

Ce rapport est transmis dans les cinq jours suivant la constatation de l'infraction au contrevenant, au titulaire de l'autorisation hôtelière et au Gouvernement.

[...]".

1.2. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 13 avril 2000 relatif à l'autorisation hôtelière et à la classification des établissements hôteliers dispose comme suit :

" [...]

CHAPITRE II. - Octroi, refus, suspension et retrait de l'autorisation hôtelière.

[...]

Retrait et suspension de l'autorisation.

Art. 6. Les cas où l'autorisation hôtelière peut être retirée ou suspendue, prévus à l'article 25 du décret, sont consignés dans un rapport d'inspection. Ce rapport est notifié au titulaire de l'autorisation et au Ministre, lequel prend la décision de suspendre ou de retirer l'autorisation.

Chacune de ces décisions doit être motivée et est notifiée par recommandé au titulaire de l'autorisation hôtelière.

[...]

CHAPITRE III. - Classification et écusson.

Classification.

Art. 7. Les établissements hôteliers sont classés d'après les normes prévues à l'annexe 7. Une demande de classification dans une autre catégorie doit être adressée au Ministère au moyen du formulaire prévu à cet effet.

Le Ministre communique sa décision motivée au requérant par recommandé dans les cinquante jours de la réception de la demande.

Déclassement.

Art. 8. Le Ministre peut classer un établissement hôtelier dans une catégorie inférieure lorsqu'il ne répond plus aux conditions de la classification accordée.

Cette décision motivée est notifiée par recommandé au titulaire de l'autorisation hôtelière.

[...]

Art. N7. Annexe 7. Normes de classification des établissements hôteliers.

		1	2	3	4	5 (1)
[...]	[...]					
C.	SERVICE ET LOCAUX COMMUNS					
[...]	[...]					
12	Equipement électrique					
[...]	[...]					
12.2	S'il y a plus de trois étages, au moins un ascenseur desservant tous les étages destinés aux clients, au départ du rez-de-chaussée (non considéré comme un étage)		X			
[...]	[...]					
15	Accès					
15.1	Si l'établissement d'hébergement est fermé la nuit, il doit être possible pour la clientèle logeant d'y avoir accès	X	X	X		
[...]	[...]					

(1) Ces chiffres correspondent à la catégorie de classification. Les croix correspondent aux conditions minimales pour entrer dans la catégorie afférente.

[...]"

2. Les circonstances de la cause

2.1. Le 4 décembre 1985, la requérante obtient de la partie adverse l'autorisation d'exploiter un hôtel [...].

2.2. Le 3 janvier 2005, la partie adverse informe la requérante de ce qui suit :

" [...]

Ein begründeter Antrag auf Neueinstufung ist ausschließlich an das Ministerium zu richten. Als Begründung für die gewünschte Neueinstufung gilt die Auflistung der vom Betreiber verwirklichten Verbesserungen, die in Anwendung der Einstufungstabellen eine Einstufung in eine höhere Kategorie rechtfertigen.

Zur Erinnerung ist der im Oktober 2002 erstellte Mängelbericht beigelegt.

Die vierte Etage ist nicht mit dem Aufzug zu erreichen. Daher kann Ihr Betrieb nicht höher als in die Kategorie «1 Stern» eingestuft werden. Das Einstufungskriterium 12.02 des Erlasses der Regierung vom 13.04.2000 zur Ausführung des Hoteldekrets besagt, dass für ein Hotel mit mehr als drei Stockwerken ein Aufzug, der alle für die Gäste bestimmten Stockwerke ab dem Erdgeschoss bedient, erforderlich ist, um der Kategorie «2 Sterne» anzugehören.

[...]

Sie teilten überdies den Beamten mit, dass Ihr Betrieb über Nacht geschlossen sei und den Gästen kein Schlüssel ausgehändigt wird. Ohne Nachtportier ist der Zugang zum Hotel nicht unbedingt gewährleistet, was in Anwendung des Kriteriums 15.01 des Anhangs zum Erlass vom 13.04.2000 jedoch zwingend erforderlich ist.

[...]"

2.3. Le 8 novembre 2005, la partie adverse fait à la requérante la communication suivante:

" [...]

die Genehmigung zur Führung eines Hotelbetriebs ist an verschiedenen Bedingungen geknüpft und unter Anderem

- an die Vorlage eines gültigen Sicherheitsbescheids und die
- Einstufung des Betriebs in eine der Kategorien zwischen einem und fünf Sterne.

Das Ministerium wird im Laufe des ersten Halbjahres 2006 alle Betriebe besuchen und eine Einstufung, bzw. Neueinstufung vornehmen.

[...]"

2.4. Les 5 et 22 juin 2012, la partie adverse rédige le rapport d'inspection suivant :

" [...]

27 Zimmer wurden geprüft. Auf der eigenen Internetseite sowie bei diversen Privatagenturen werden jedoch 30 Zimmer beworben. Außer das vierte Stockwerk, wurden alle Stockwerke sowie Gemeinschaftsräume überprüft.

[...]

Bewertung: es wurden sehr viel Mängel festgestellt, die dazu führen, dass die Unterkunft nicht in die niedrigste Kategorie, d.h. mit einem Stern eingestuft werden kann. Wir schlagen vor, dem Betreiber eine Frist von drei Monaten einzuräumen, um alle Mängel zu beheben.

Nach Ablauf dieser Frist, wird eine weitere Inspektion durchgeführt.

Wird bei dieser Inspektion festgestellt, dass die Arbeiten nicht durchgeführt wurden, bzw. nur ein Teil der Arbeiten durchgeführt worden sind, sieht sich das Ministerium gezwungen, ein Verfahren zum Entzug der Hotelgenehmigung einzuleiten".

2.5. Le 29 avril 2013, la partie adverse signale à la requérante ce qui suit :

" [...]

infolge der Inspektion Ihres Betriebs zur Einstufung in die BENELUX-Klassifizierung sowie einer gründlichen Auswertung der Ergebnisse der Untersuchung durch die Dienste des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft, wurden zahlreiche Mängel festgestellt, die dazu führen, dass Ihr Betrieb nicht in die niedrigste Kategorie, d.h. ein Stern, eingestuft werden kann.

Bei der Auswertung findet das Dekret vom 9. Mai 1994 über Hotel- und Unterkunftsbetrieben sowie der Erlass der Regierung vom 13. April 2000 über die Hotelgenehmigung und die Einstufung von Hotelbetrieben Anwendung.

Einerseits sind zahlreiche Pflichtkriterien nicht erfüllt, andererseits entspricht Ihr Hotel nicht den Anforderungen der heute üblichen Kundenerwartung.

Bei den Pflichtkriterien handelt es sich um folgende:

[...]

- nicht allen Gästen wird ein Haustürschlüssel ausgehändigt, (siehe Anhang 7 des Erlasses, 15.01).
- die Zimmer im 4. Stockwerk werden, laut Ihrer Aussage, nicht vermietet. Auf verschiedenen Internetseiten bieten sie jedoch nicht nur 27 sondern 30 Zimmer an. Falls dieses Stockwerk den Gästen tatsächlich nicht zugänglich ist, muss dies sichtbar sein, bzw. muss dieses Stockwerk mit der Aufschrift «Privat» ausgeschildert sein. Zudem ist dieses 4. Stockwerk nicht mit dem Aufzug zu erreichen, (siehe Anhang 7 des Erlasses, 12.02).

[...]

Um den heutigen Mindestanforderungen gerecht zu werden, sind zudem folgende Mängel zu beheben: [...].

Es wird Ihnen eine Frist von drei Monaten eingeräumt, um alle aufgezählten Mängel zu beheben.

Nach Ablauf dieser Frist, wird eine weitere Inspektion durchgeführt.

Wird bei dieser Inspektion festgestellt, dass die Arbeiten nicht durchgeführt wurden, bzw. nur ein Teil der Arbeiten durchgeführt worden sind, sieht sich das Ministerium gezwungen, ein Verfahren zum Entzug der Hotelgenehmigung einzuleiten.

Es dürfen sich zwischenzeitlich jedoch auch keine neuen Mängel aufgetan haben.

[...]".

2.6. Le 17 décembre 2013, la partie adverse communique à la requérante ce qui suit :

" [...]

Anlässlich der Untersuchungen vom 05.06.2012 und vom 22.06.2012 wurden eine Reihe von Mängel festgestellt, die da sind: [...]

In Erwägung dessen ergeht folgender Beschluss:

- In Anwendung des Dekretes vom 9. Mai 1994 über Hotels und Unterkunftsbetriebe, insbesondere Artikel 25, 1° und 2° wird die Genehmigung zur Führung eines Hotelbetriebs gelegen [...] unter dem Namen [...] ausgesetzt.
- Die Aussetzung tritt bei Erhalt des vorliegenden Schreibens in Kraft und dauert bis zum 7. Februar 2014.
- Am 7. Februar 2014 wird eine Inspektion Ihres Betriebs vorgenommen.
- Sollten die Mängel nicht behoben sein oder neue Mängel festgestellt werden, wird die Ihnen erteilte Hotelgenehmigung mit sofortiger Wirkung entzogen.

[...]".

2.7. Le 7 février 2014, la partie adverse rédige le rapport d'inspection suivant :

" [...]

Es wurden 26 Zimmer überprüft. Auf der eigenen Internetseite sowie über diversen Privatagenturen werden jedoch 30 Zimmer angeboten. Außer das vierte Stockwerk, welches privat sei, wurden alle Stockwerke überprüft. Die Kontrolle dieser Zimmer wurde uns nicht gestattet.

[...]

Folgende Pflichtkriterien, welche im Schreiben vom 17. Dezember 2013 bemängelt wurden, sind in allen Zimmern behoben: [...]

Folgende Zimmer wurden eingesehen:

1. Stockwerk: Zimmer Nr. 101-111, insgesamt 11 Zimmer
2. Stockwerk: Zimmer Nr. 213, 222-227, insgesamt 7 Zimmer
3. Stockwerk: Zimmer Nr. 317, 319, 328-333, insgesamt 8 Zimmer

[...]

Bewertung: es wurden sehr viel Mängel festgestellt, die dazu führen, dass die Unterkunft nicht in die niedrigste Kategorie, d.h. mit einem Stern eingestuft werden kann. Wir schlagen vor, dem Betreiber eine Frist von drei Monaten einzuräumen, um alle Mängel zu beheben.

Nach Ablauf dieser Frist, wird eine weitere Inspektion durchgeführt.

Wird bei dieser Inspektion festgestellt, dass die Arbeiten nicht durchgeführt wurden, bzw. nur ein Teil der Arbeiten durchgeführt worden sind, sieht sich das Ministerium gezwungen, ein Verfahren zum Entzug der Hotelgenehmigung einzuleiten".

2.8. Le 17 avril 2014, la partie adverse informe la requérante de ce qui suit :

" [...]

anlässlich der Untersuchung vom 07.02.2014 wurde festgestellt, dass die Mängel, wie im Brief vom 17. Dezember 2013 umschrieben, nun alle behoben sind.

Ich möchte Sie jedoch bitten, das 4. Stockwerk mit der Aufschrift «Privat» oder «Zugang verboten» auszuschildern, da diese Zimmer nur zu privaten Zwecken genutzt werden.

Zudem, darf die «Flamingo» Suite weiterhin nicht an Gäste vermietet werden, da kein Außenfenster installiert wurde. Vermerken Sie hier ebenfalls gut sichtbar am Eingang der Suite, dass das Zimmer nur zu privaten Zwecken verwendet wird.

Der Anhang zum Erlass vom 13. April 2000, siehe 15.01 schreibt vor, dass der Betrieb allen Gästen Tag und Nacht zugänglich ist. Da das Hotel nicht über einen Portierdienst 24 St/24 St. verfügt, müssen die Gäste einen Schlüssel für den Zugang erhalten.

Senden Sie bitte beiliegende Erklärung unterschrieben zurück.

Nach Erhalt dieser Erklärung, kann Ihr Betrieb in die Kategorie drei Sterne eingestuft werden.

[...]"

2.9. Le 29 avril 2014, le fils de la requérante envoie à la partie adverse un courrier électronique, dans lequel il s'étonne de ce que l'hôtel est inscrit dans la catégorie "trois étoiles" au lieu de la catégorie "quatre étoiles".

2.10. Le même jour, la partie adverse répond au fils de la requérante ce qui suit :

" [...]

Damit Ihr Hotel in die Kategorie «4 Sterne» eingestuft werden kann, muss der Empfang tagsüber und nachts besetzt sein (siehe Anhang des Erlasses, Punkt 15.02).

Da das Hotel nicht über einen Portierdienst 24 St/24 St. verfügt, ist dieses Kriterium nicht erfüllt. Den Gästen muss somit ein Haustürschlüssel ausgehändigt werden, welches ein Pflichtkriterium für die Betriebe 1 - 3 Sterne darstellt (siehe Punkt 15.01 im Anhang des Erlasses).

Das Ergebnis der ersten Einstufung mit einem Stern, war darauf zurückzuführen, dass die Zimmer im 4. Stockwerk ebenfalls an Gäste vermietet wurden, jedoch dieses Stockwerk nicht mit einem Aufzug erreicht werden konnte.

Ich bitte Sie daher, wie in unserem Schreiben vermerkt, dieses Stockwerk mit der Aufschrift «Privat» oder «Zugang verboten» auszuschildern und sicherzustellen, dass diese Zimmer nur zu privaten Zwecken genutzt werden.

Desweiteren möchte ich Sie bitten uns schnellstmöglich die Bestätigung im Anhang zukommen zu lassen. Sollten Sie die Bestätigung nicht beibringen, kann aufgrund der Gesetzeslage keine Anerkennung und Einstufung vorgenommen werden.

[...]"

2.11. Le 30 avril 2014, le fils de la requérante envoie à la partie adverse le courrier électronique suivant :

" [...]

Unsere Gäste haben 24 Stunden auf 24 Stunden Zugang zu unserem Hotel, nicht durch einen Schlüssel, sondern durch eine Person, die die Türe öffnet. [...]"

2.12. Le 6 mai 2014, la partie adverse répond au fils de la requérante ce qui suit :

" [...]

wir haben ihre Einstufung nochmals überprüft und senden Ihnen in der Anlage eine Vergleichstabelle zu, die Aufschluss darüber gibt, welche Anforderungen erfüllt werden müssen um eine 3/4 Sterne Klassierung zu erhalten.

Wir haben folgende Feststellungen zu machen:

1. Das von uns angesprochene Problem mit dem Zugang ist im Erlass so definiert, dass «die Hotelbewohner Zugang haben müssen». [...] Aufgrund der Tatsache, dass die im Erlass erwähnte Bestimmung recht «schwammig» ist und nicht ausdrücklich auf einen Zimmerschlüssel verweist, werden wir diese Bestimmung als erfüllt ansehen.

2. Folgende Pflichtkriterien sind allerdings für ein 4 Sterne Haus nicht erfüllt:

[...]"

2.13. Le 26 septembre 2014, la partie adverse prend la décision suivante :

" DIE MINISTERIN FÜR KULTUR, BESCHÄFTIGUNG UND TOURISMUS,

Aufgrund des Dekretes vom 9. Mai 1994 über Hotel- und Unterkunftsbetriebe, Artikel 23;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 13. April 2000 über die Hotelgenehmigung und die Einstufung von Hotelbetrieben, Artikel 7 und 8;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 3. Juli 2009 zur Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 3. Juli 2009 zur Übertragung von Entscheidungsbefugnissen an die Minister;

In Erwägung der Einstufungsberichte vom 05.06.2012, 22.06.2012 und 07.02.2014 für das Hotel [«... »];

In Erwägung, dass die Einstufungsberichte in Anwendung der in Anlage 7 des Erlasses der Regierung vom 13. April 2000 über die Hotelgenehmigung und die Einstufung von Hotelbetrieben vorschlagen, ein Stern für das Hotel [«...»] zu vergeben.

Beschließt:

Art. 1 - Der Hotelbetrieb [«...»], gelegen zu [...], wird wie folgt eingestuft: 1 Stern.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Eine Abschrift des Erlasses wird dem Geschäftsführer des betroffenen Hotelbetriebs zugestellt".

Il s'agit de la décision attaquée.

2.14. Le 29 septembre 2014, la partie adverse notifie la décision attaquée à la requérante. Le courrier accompagnant cette décision contient les éléments suivants:

" [...]

in Folge der verschiedenen Kontrollbesuche, besteht die berechtigte Annahme, dass die Zimmer im vierten Stockwerk ebenfalls an Gäste vermietet werden.

In Anwendung des Erlasses vom 13. April 2000, Anlage 7, Seite 24, Punkt 12.2 «Bei mehr als 3 Stockwerken mindestens ein Aufzug, der alle für die Gäste bestimmten Stockwerke ab dem Erdgeschoß (das nicht als Stockwerk betrachtet wird) bedient», wird ihr Betrieb folglich mit einem Stern eingestuft [...] »;

Considérant que la requérante prend un premier moyen de la violation de l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 13 avril 2000 relatif à l'autorisation hôtelière et à la classification des établissements hôteliers; qu'elle reproche à l'arrêté attaqué de n'être pas motivé, de se borner à faire référence à des rapports de classement "sans préciser la date de ceux-ci et leurs conclusions"; qu'elle ajoute qu'aucune explication n'est jointe à la décision ministérielle qui classifie son établissement comme étant à 1 étoile alors que, par courrier recommandé du 17 avril 2014, la partie adverse lui avait confirmé que tous les problèmes avaient été réglés;

Considérant que la partie adverse répond que la requérante avait parfaitement connaissance des trois rapports des 5 juin 2012, 22 juin 2012 et 7 février 2014 mentionnés dans l'acte attaqué; qu'elle souligne que comme précédemment, la requérante ne tient pas compte de l'interdiction d'offrir des chambres au quatrième étage, ce qui, aux termes de l'arrêté du 13 avril 2000, empêche l'octroi de deux étoiles; qu'elle relève que lorsque le destinataire de la décision a déjà eu connaissance des documents auxquels la décision se réfère, il n'y a plus lieu de les joindre à nouveau;

Considérant que, dans son dernier mémoire, la partie adverse ajoute ce qui suit :

" [...]

Der Entscheidungsträger, bzw. die Ministerin der Deutschsprachigen Gemeinschaft ist nicht ausschließlich auf die letzten Gutachten der Inspektion angewiesen, um ihre Entscheidung zu treffen. Sie kann sich auf die Gesamtheit der Verwaltungsakte und auch auf übereinstimmende Indizien stützen. Zu diesen Indizien gehören die o.a. Historie aus dem Jahre 2002 ebenso wie die Tatsache, dass die durch das Hotel erworbene Zimmeranzahl nur dann stimmen kann, wenn man die Zimmer der vierten Etage mit berechnet.

[...]";

Considérant que l'arrêté attaqué du 26 septembre 2014 se présente comme suit :

" DIE MINISTERIN FÜR KULTUR, BESCHÄFTIGUNG UND TOURISMUS,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1994 über Hotel- und Unterkunftsbetriebe, Artikel 23;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 13. April 2000 über die Hotelgenehmigung und die Einstufung von Hotelbetrieben, Artikel 7 und 8;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 3. Juli 2009 zur Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 3. Juli 2009 zur Übertragung von Entscheidungsbefugnissen an die Minister;

In Erwägung der Einstufungsberichte vom 05.06.2012, 22.06.2012 und 07.02.2014 für das Hotel [«...»];

In Erwägung, dass die Einstufungsberichte in Anwendung der in Anlage 7 des Erlasses der Regierung vom 13. April 2000 über die Hotelgenehmigung und die Einstufung von Hotelbetrieben vorschlagen, ein Stern für das Hotel [«..»] zu vergeben.

Beschließt:

Art. 1 - Der Hotelbetrieb [«...»], gelegen zu [...], wird wie folgt eingestuft: 1 Stern.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Eine Abschrift des Erlasses wird dem Geschäftsführer des betroffenen Hoteibetriebs zugestellt";

Considérant que la lettre de notification du 29 septembre 2014 porte ce qui suit :

" [...]

in Folge der verschiedenen Kontrollbesuche, besteht die berechtigte Annahme, dass die Zimmer im vierten Stockwerk ebenfalls an Gäste vermietet werden.

In Anwendung des Erlasses vom 13. April 2000, Anlage 7, Seite 24, Punkt 12.2 «Bei mehr als 3 Stockwerken mindestens ein Aufzug, der alle für die Gäste bestimmten Stockwerke ab dem Erdgeschoß (das nicht als Stockwerk betrachtet wird) bedient», wird Ihr Betrieb folglich mit einem Stern eingestuft";

Considérant qu'aux termes de l'article 8 de l'arrêté précité du 13 avril 2000, la décision de classification d'un hôtel doit être motivée en la forme; qu'une telle motivation doit être complète, exprimée et adéquate, comme d'ailleurs l'impose aussi la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs; qu'elle doit être concomitante à la décision elle-même et non postérieure à celle-ci;

Considérant qu'en l'espèce, la motivation de l'arrêté attaqué est plus que sommaire puisqu'elle se borne à se référer à trois rapports de visite de l'hôtel des 5 juin 2012, 22 juin 2012 et 7 février 2014; qu'elle passe totalement sous silence la lettre du 17 avril 2014 de la partie adverse à la requérante qui comporte trois points :

- la reconnaissance que les manquements relevés dans une lettre du 17 décembre 2013 sont tous corrigés;
- l'invitation à placer un panneau "privé" ou "accès interdit" au quatrième étage, de même que pour la suite "Flamingo";
- l'invitation à signer une déclaration qu'une clé d'accès à l'hôtel est à la disposition de tous les hôtes;

Considérant que, dans un courriel du 29 avril 2014, la partie adverse rappelle l'invitation à placer un panneau "privé" ou "accès interdit" au quatrième étage, les chambres de cet étage étant privées;

Considérant que sur le troisième point (l'accès à tout moment à l'hôtel), la partie adverse a admis, le 6 mai 2014, que l'hôtel remplissait la condition qui permettait sa classification de 3 à 4 étoiles; qu'à la même date, dans le même courriel, la partie adverse mentionne les autres critères qui ne sont pas remplis pour une classification à 4 étoiles;

Considérant que le dossier de la partie adverse contient un inventaire numéroté de 75 pièces avec indication du nombre de pages de chacune d'elles; qu'aucune pièce n'est toutefois numérotée et toutes les 336 feuilles sont libres, aucune pièce n'étant agrafée; que ce dossier ne révèle pas que la partie adverse s'est enquis de savoir si ledit panneau "privé" ou "accès interdit" a été installé ou non;

Considérant qu'il apparaît ainsi que la motivation de l'arrêté attaqué est particulièrement déficiente; qu'au surplus, la motivation plus précise se trouve dans la lettre de notification du 29 septembre 2014 qui, en réalité, complète la décision attaquée du 26 septembre 2014; qu'enfin, la motivation ne s'appuie pas sur une visite de contrôle récente qui aurait permis de vérifier si le panneau "privé" ou "accès interdit" avait été placé comme le requérait la partie adverse dans sa lettre du 17 avril 2014 et son courriel du 29 avril 2014; que la motivation ne peut dès lors être jugée adéquate;

Considérant que le moyen est fondé;

Considérant que le second moyen, à le supposer fondé, ne procurerait pas une annulation aux effets plus étendus,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Est annulé l'arrêté ministériel du 26 septembre 2014 donnant la classification "1 étoile" à l'hôtel [...].

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 200 euros, sont mis à la charge de la partie adverse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la chambre Vbis, le quinze avril deux mille seize par :

M. HANOTIAU, président de chambre,
M^{me} WIAME, greffier.

Le Greffier,

Le Président,

V. WIAME.

M. HANOTIAU.